

## Chronique de la gauche de gauche

# Dérives du gouvernement, un mouvement social actif

LOUIS WEBER

Les récentes inflexions perceptibles dans les déclarations et les actes – plus précisément les renoncements – de François Hollande et de son gouvernement ont surpris même ceux qui ne se faisaient (plus) guère d'illusions sur la nature réelle des politiques menées. L'hommage rendu à Gerhard Schröder à l'occasion d'un déplacement en Allemagne<sup>1</sup> peut effectivement laisser pantois. Comment oublier en effet que l'« agenda 2010 » de ce chancelier, traduit dans les lois dites Hartz, a généralisé la flexibilisation du marché du travail et les coupes claires dans les dépenses publiques ? Cette politique a eu pour conséquence un recul très significatif du pouvoir d'achat des salariés et une montée du chômage. Le SPD en a perdu les élections de 2005 au bénéfice du parti de l'actuelle chancelière Angela Merkel : il y avait en effet 5 millions de chômeurs à cette époque et l'Allemagne avait dépassé la France en matière d'inégalités et de pauvreté, ce qui n'avait pas été le cas jusqu'alors<sup>2</sup>. Même le très libéral Jean-Marc Sylvestre n'en

revient pas et note sur son blog : « La majorité de ses électeurs [de François Hollande] surtout ont du mal à avaler ce nouveau revirement »<sup>3</sup>.

Au même moment, ou à peu près, Pierre Moscovici annonçait dans *Les Échos* – pour être certain d'être lu par les « intéressés » ? – qu'il n'y aurait pas de réglementation sur les salaires des patrons du secteur privé et que le gouvernement s'en tiendrait à « l'autorégulation » au sein des entreprises. Ce qui revient, dans ce domaine hautement symbolique compte tenu du creusement des écarts de salaires, à s'en remettre une fois encore au marché. Pour le Parti communiste, il s'agit d'un « camouflet pour la gauche », montrant que « ce gouvernement trahit une fois encore sa propre parole »<sup>4</sup>.

Pour le Parti de gauche, François Delapierre renvoie à de vieux souvenirs, qui établissent une filiation qui n'est pas à l'honneur du Parti socialiste. « Nous sommes en 1976. Yvon Gattaz ne préside pas encore le Medef. [...] Son objectif : mener la bataille idéologique contre

1. Voir par exemple : Daniel Schneidermann, « Hollande en Allemagne, VRP des réformes Schröder », *Rue89*, 24 mai 2013.

2. Pour une démonstration particulièrement éclairante, on pourra lire : Guillaume Duval, *Made in Germany*, éditions du Seuil, 2013.

3. Jean-Marc Sylvestre, « Hollande et l'entreprise : Les idées passent, les blocages demeurent », 26 mai 2013.

4. Voir : <http://www.pcf.fr/40410>.

l'Union de la Gauche menaçante. Son orientation : néolibérale. Son emballage : réconcilier l'éthique et l'entreprise. Que propose-t-il face aux rémunérations patronales indécentes ? L'au-to-ré-gulation ! [...] Nous sommes en 2013. Pierre Gattaz ne préside pas encore le Medef. [...] Il jurera à son tour promouvoir une autorégulation exigeante. Au PS, les héritiers sont moins bien élevés. Ils dilapident à tout va. [...] Le solférinien Moscovici vient ainsi d'enterrer l'encadrement des revenus patronaux promis par Hollande. [...] »<sup>5</sup>

Nathalie Arthaud, de Lutte ouvrière, va plus loin. Elle dénonce « les mensonges » du président de la République pour se faire élire, lui qui va, selon elle, « de reniement en capitulation ». Pour elle, le chef de l'État, n'est ni plus ni moins que le « bras armé de la bourgeoisie ».<sup>6</sup>

Le NPA, qui relève une différence avec les socialistes des années 1930 et même avec les périodes Mitterrand et Jospin, s'interroge : « Ne serions-nous pas en train de vivre une évolution du type de celle qui a transformé le parti travailliste en New Labour sous l'impulsion de Tony Blair, qui a entériné les destructions de Thatcher et consolidé l'État fort et l'économie de marché, ou de celle qu'a connu la social-démocratie allemande en 2003 avec l'adoption de l'Agenda 2010 par Gerhard Schröder ? »<sup>7</sup>

Ces réorientations du gouvernement, qui sont le plus souvent des renoncements, s'ajoutent à une liste déjà longue

de mesures qui, malgré parfois l'emballage, s'inscrivent dans la continuité avec celles prises par Nicolas Sarkozy, et non dans la rupture annoncée (certes le plus souvent très timidement par la candidat Hollande).

Elles conduisent les composantes de la gauche de la gauche à réexaminer leur appréciation sur la politique gouvernementale et à changer de vocabulaire. Il y a six mois, en décembre 2012, la Fondation Copernic élaborait un texte de son conseil d'orientation. À cette époque encore, dans une association pourtant peu suspecte de complaisance à l'égard du gouvernement, les rédacteurs du texte, après avoir constaté que « le gouvernement renonce à mettre au pas les multinationales prédatrices et la finance » hésitaient encore entre « sociale-libérale » et « ouvertement libérale » pour qualifier son orientation. Aujourd'hui, c'est beaucoup moins le cas.

### **Hollande brandirait-il la souveraineté de la France face aux demandes de Bruxelles ?**

C'est en tout cas ce que croit pouvoir affirmer *Le Monde* à la une de son édition du vendredi 31 mai. En fait, les toutes récentes injonctions de la Commission européenne sommant la France, en allant jusqu'à détailler les mesures concrètes, de mettre (enfin) en œuvre les « réformes structurelles » (dont les retraites et le marché du travail) que la recherche de la compétitivité commanderait de faire, illustrent en quoi les textes adoptés ces dernières années, repris et amplifiés par le Pacte budgétaire qui attend toujours son « volet croissance » prétendument « arraché » par François Hollande nouvellement élu en juin 2012, « écrivent la partition » que les gouver-

5. François Delapierre, « La machine à voler le temps », <http://www.lepartiedegauche.fr/actualites/edito/o-temps-reprends-ton-vol-23343>

6. Raphaëlle Besse Desmoulières, « Hollande « pire que Sarkozy », Mélenchon « creux »... les amabilités d'Arthaud (LO) », *Le Monde*, 20 mai 2013.

7. <http://www.npa2009.org/node/37354>.

nements européens se contentent ensuite de jouer, pour reprendre l'image utilisée par Jean-Claude Mailly à propos de ces mesures<sup>8</sup>. Le président de la République et le gouvernement font semblant de s'étonner de ces libertés que se permettrait la Commission. Mais celle-ci ne fait qu'appliquer ce que prévoient les textes et la feuille de route imposée cette année à la France, et qui est le prix à payer pour la prétendue victoire qu'aurait constitué le recul de deux ans du calendrier pour le retour au respect des critères pour le déficit public, n'est pas très différente de celle des années précédentes. Prétendre que « La Commission européenne n'a pas à dicter ce que nous devons faire »<sup>9</sup> comme l'a affirmé péremptoirement le président de la République, n'est donc guère plus qu'une rodomontade ayant davantage à voir avec la nouvelle image que ses communicants voudraient donner de lui qu'avec l'ampleur des concessions faites ces dernières années par Nicolas Sarkozy et poursuivies ensuite. En somme, « Ce que [François Hollande] ne veut pas, c'est que l'on puisse dire que nous faisons la réforme des retraites parce que la Commission nous le demande ». Car et la suite vaut son pesant d'hypocrisie, « De toute façon, nous aurons à faire cette réforme » ! Ce que des partisans de l'actuelle politique européenne résumant un peu cruellement de la façon suivante : « Le Pacte budgétaire européen, négocié sous Nicolas Sarkozy et voté sous François Hollande, est en train de se déployer en majesté [...] on ne mène pas des réformes aussi fondamentales que celles qui sont entreprises aujourd'hui en biaisant à ce point avec la réalité »<sup>10</sup> !

8. *Le Monde*, 30 mai 2013.

9. *Ibid.*

10. F. Fresso, « La haine de Bruxelles », *Le Monde*, 1er juin 2013.

Dans ce contexte où les promesses faites par le candidat Hollande pour séduire les électeurs se réduisent comme peau de chagrin – à cette aune le mariage pour tous dont il faut évidemment se féliciter ne pèse pas très lourd –, le mouvement social et la gauche de gauche ne sont pas restés inactifs, ni en France et dans d'autres pays, ni en Europe. Nous avons déjà évoqué ici l'importance de l'Alter-summit qui s'est réuni en Grèce les 8 et 9 juin<sup>11</sup>.

Les pays du Sud de l'Europe vivent le plus directement le fait que « le prix des politiques de rigueur qui taillent dans les dépenses de santé et de protection sociale se compte en vie humaine », comme viennent de le montrer David Stuckler, sociologue spécialisé dans la santé publique à Oxford et Sanjay Basu, épidémiologiste à l'université Stanford<sup>12</sup>. Trois chiffres sont mis en avant par le *Courrier international* du 30 mai 2013, qui écrit à sa une « L'austérité tue » : en Grèce, le nombre de suicides a augmenté de 26,5% en un an ; en Italie, 9 millions de personnes « renoncent désormais à se faire soigner pour des troubles ou maladies de faible ou de moyenne gravité » ; au Portugal plus du tiers des centres de santé ont manqué de matériel de base en 2012. C'est la Troïka (Fonds monétaire international, Commission européenne, Banque centrale européenne) qui incarne les politiques d'austérité dans ces pays et qui est donc la cible des manifestations

11. Voir en particulier : P. Khalfa, « Du Forum social européen à l'Alter-summit », *Savoir/agir*, n° 23, mars 2013.

12. D. Stuckler, S. Basu, « Une question de vie et de mort », *Courrier international*, 30 mai 2013. Cet article présente les conclusions de leur livre : *The Body Economic : why Austerity kills (L'économie du corps : pourquoi l'austérité tue)*, éd. Basic Books (États-Unis) et Allen Lane (Royaume-Uni), 2013.

qui se succèdent à Chypre, en Grèce ou au Portugal, notamment.

### Des initiatives nombreuses

Dans ce dernier pays, une initiative a été lancée le 26 avril dernier par des militant-e-s de cinq pays européens, dont le mouvement portugais « Que se lixe a Troïka<sup>13</sup> ». L'appel de Lisbonne qui en est sorti propose de « descendre dans les rues le 1er juin prochain sous le mot d'ordre : Les peuples unis contre la Troïka ! »

Il s'adresse « à tous les citoyens et citoyennes, avec ou sans parti, avec ou sans emploi, avec ou sans espoir » et les appellent « à s'unir tous et toutes ». C'est-à-dire « toutes les organisations politiques, mouvement civiques, syndicats, partis, collectivités, groupes informels ». On notera que, par rapport à ce qui a été une des causes de l'échec des forums sociaux européens, à savoir la mise à l'écart des partis politiques en tant que tels, l'appel de Lisbonne innove totalement. Il va même, de ce point de vue, au-delà de la configuration retenue pour l'Altersummit, où des « personnalités politiques » sont parties prenantes mais pas les partis eux-mêmes.

Pour le rassemblement organisé dans le cadre de ce mouvement au Trocadéro à Paris le 1er juin, le schéma reste celui, intermédiaire, adopté pour le Collectif pour un audit citoyen de la dette, qui signe d'ailleurs l'appel au nom de ses membres : les associations, mouvements et syndicats sont membres du collectif, les partis politiques (les composantes du Front de gauche, le NPA et quelques autres partis de moindre importance de

la gauche de la gauche) apparaissant en tant que soutiens du Collectif.

Dans le même temps, une autre « branche » du mouvement social européen, Blockupy, connue pour ses actions devant et autour du siège de la Banque centrale européenne (BCE) à Francfort, fait des banques en général et de la BCE en particulier la cible privilégiée pour protester contre les politiques d'austérité en zone euro et la gestion de la crise par l'Union européenne. Elle a organisé de nouvelles manifestations fortement réprimées par la police les 31 mai et 1er juin. Pour ce mouvement, « la guerre commence ici ». Il est soutenu par de nombreux syndicalistes allemands, et notamment le groupe « Le renouveau par la grève »<sup>14</sup>. Ces syndicalistes « disent non à la politique de crise du gouvernement fédéral et de la Troïka ! Non à une Europe des banques et des grands groupes (Konzerne) ! Et appellent à participer aux manifestations anticrise en Allemagne et à Blockupy Francfort ».<sup>15</sup>

### En France aussi, avec des évolutions dans un débat ancien

En France la quasi-totalité de la gauche de gauche devrait se retrouver à Montreuil le 16 juin pour des Assises pour « Changer de cap pour la France et l'Europe ». Plus de 40 organisations politiques, syndicales, associatives, des personnalités... devraient y participer : les composantes du Front de gauche, Europe Écologie Les Verts, Gauche

13. Que l'on peut traduire, selon le registre de langage que l'on préfère, par « Que la Troïka aille se faire voir » ou « aille se faire foutre ».

14. Constitué après une conférence ayant rassemblé plus de 500 syndicalistes à Stuttgart en mars 2013, à l'invitation de la Fondation Rosa Luxemburg, liée au parti *Die Linke*, et de la section de Stuttgart du syndicat des services Ver.di.

15. Voir : <http://blockupy-frankfurt.org/506/aufwurf-von-gewerkschafterinnen/>

Avenir, Attac, Copernic, des syndicats de la CGT, de Solidaires, de la FSU. Mais elles ne sont pas toutes sur le même pied : le Front de gauche est l'organisateur, les autres répondant à son invitation. La nuance indique bien les positions des uns et des autres quant à l'éventualité d'initiatives réellement co-organisées. À l'origine, le Front de gauche aurait souhaité un panel large de co-organisateurs, notamment Gauche Avenir<sup>16</sup>, EELV, le NPA. Ceux-ci ont refusé. Ce qui a entraîné le refus parallèle des associations et syndicats, peu soucieux de piloter une initiative de cette nature avec le seul Front de Gauche. Comme la volonté de débattre et d'agir ensemble n'était pas en cause, la solution était de laisser le Front de gauche organiser les Assises et de répondre à son invitation.

Les débats internes à Attac traduisent bien ce qui est en jeu. Les réticences anciennes de cette association, dont la décision entraîne souvent celles des autres composantes du mouvement social, sont connues. Dans un échange sur la participation d'Attac au 16 juin, l'ancien co-président Jean-Marie Harribey parle ainsi, pour la regretter, d'une « aversion quasiment congénitale à Attac pour la “chose politique” ». Il répondait à un texte de Thomas Coutrot, l'actuel co-président, intitulé « Ni front populaire, ni muraille de Chine ». Pour l'auteur, « il y a une nécessité de faire apparaître un espace unitaire de mobilisations et d'alternatives, qui favo-

rise la convergence des forces de transformation sociale et écologique pour peser effectivement sur les politiques menées ». Les Assises du 16 juin peuvent être une occasion pour cela. Mais il y a une condition pour que associations et syndicats s'y engagent « sans craintes » : « La participation de l'ensemble des formations du Front de gauche mais surtout d'Europe Écologie-Les Verts, du NPA et de personnalités de la gauche du Parti socialiste ». À partir de là, Thomas Coutrot voit deux obstacles symétriques à éviter : « prétendre construire un front permanent entre partis, associations et syndicats, tous mis sur le même plan ; ou vouloir édifier une muraille de Chine entre mouvements sociaux et partis ». D'où la nécessité d'un cadre d'alliances aux règles bien explicitées, garantissant autonomie et coopération.

Comme personne dans la gauche de gauche ne remet cela en cause, bien au contraire, les conditions semblent donc aujourd'hui plus favorables, au-delà de ces réticences, pour faire exister un large rassemblement contre l'austérité et pour les alternatives. Nul doute que les larges mouvements dans les pays de la périphérie Sud de l'Union européenne, certes en première ligne pour mesurer les effets destructeurs des politiques d'austérité, exercent ici une influence qui devrait faciliter les convergences. ■

16. Club fondé en juin 2007 pour redéfinir des valeurs claires et mobilisatrices ainsi que des objectifs simples pour la gauche. Les initiateurs veulent contribuer, en dehors des partis, de leurs enjeux de pouvoir et des rivalités de personnes, à cette « redéfinition ». Ses membres viennent de différentes sensibilités politiques, sociales et culturelles. Voir : <http://www.gaucheavenir.org/presentation/>